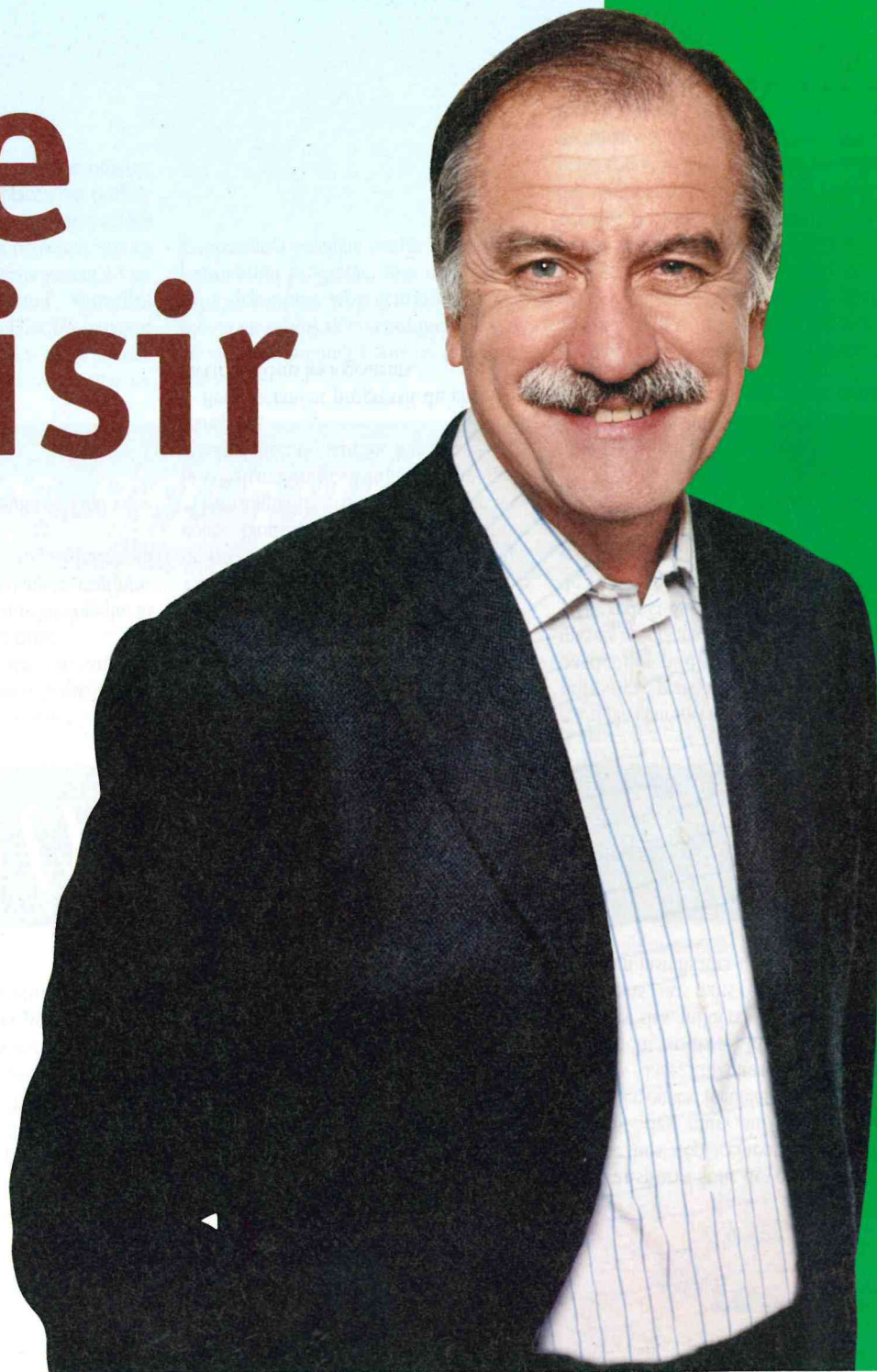


L'écologie pour choisir sa vie

Noël Mamère
Les pieds sur terre



Notre planète est aujourd'hui menacée par les activités humaines : le climat se modifie, les déserts progressent, les forêts se dégradent, des milliers d'espèces disparaissent. Les catastrophes : tornades, inondations, sécheresses, jettent des millions de réfugiés écologiques sur les routes. Nous sommes peu préparés à ces nouveaux risques, causés par l'imprévoyance et la recherche d'une rentabilité à très court terme.

Chez nous aussi, **l'environnement et le cadre de vie se dégradent au quotidien** ; surtout pour les plus pauvres. Mais nul n'est épargné. Notre air devient irrespirable. L'eau est imbuvable dans de nombreuses régions. On ne peut plus pêcher ni se baigner dans beaucoup de nos rivières. Les paysages, à l'entrée de nos villes, sur le littoral ou à la montagne, ont été dévastés par la publicité et des constructions irresponsables. Des centaines de milliers de sites sont pollués.

L'agriculture française est dans l'impasse, alors que la qualité de notre alimentation est en question. OGM, vache folle, poulet à la dioxine, fièvre aphteuse, nitrates et pesticides : les crises et les scandales se multiplient et **les paysans sont pris à la gorge par un modèle de production incontrôlable**.

Avec le même confort, **nous pourrions consommer moins d'énergie**, économiser sur nos factures et polluer moins. Le nucléaire n'est pas seulement dangereux : il est archaïque, il est coûteux, il laisse d'insurmontables problèmes de déchets aux générations futures.

Les transports sont devenus fous, tout comme nos déplacements : les camions forment des murs sur les autoroutes, 8 000 personnes meurent par an sur les routes. Les marchandises vont et reviennent souvent inutilement. Nous perdons des milliers d'heures dans les bouchons ou dans des transports en commun insuffisants.



Le Contrat Vert...

- La création d'une Organisation mondiale de l'environnement et un tribunal international pour réprimer la délinquance écologique.
- Une protection spéciale des deux poumons de l'humanité que sont les forêts et les océans.
- La mise en œuvre des programmes internationaux de lutte contre le réchauffement climatique et pour la préservation des espèces vivantes.
- > **Instaurer comme principe constitutionnel le droit à un environnement sain et préservé.**
- Faire interdire le brevetage du vivant.
- Développer un transport maritime sûr.

- Protéger 15 % de notre territoire en zone naturelle.
- > **L'eau potable au robinet, partout, dans les 5 ans.**
- Des programmes nationaux contre le bruit et pour la résorption des sols pollués et de l'habitat insalubre.
- Mise aux normes ou fermeture des installations polluantes (incinérateurs, usines chimiques).
- Une réorganisation administrative : un Ministère unifié de l'environnement, des territoires et de la consommation, un Ministère de la mer et du littoral.
- Un plan de lutte contre les inondations.
- Renforcer les politiques de l'air et créer un délit général de pollution de l'air.
- Abandon du projet du 3^e aéroport dans le bassin parisien.

- Une réforme de la Politique agricole commune (PAC), favorisant la qualité des produits, le maintien des paysans sur place, le développement rural.
- Le soutien à l'agriculture biologique et naturelle. Sa distribution dans les cantines.
- > **Pas d'OGM, ni dans nos assiettes, ni dans nos champs.**
- La traçabilité des produits de l'industrie agro-alimentaire.

- > **La sortie du nucléaire sur 20 ans, en commençant par réduire sa part dans la production d'électricité. Arrêter le retraitement des déchets et les stocker en sûreté.**
- La promotion des technologies modernes de production énergétique : gaz, solaire, éolien, biomasse, énergie bois, géothermie.
- Développer les économies d'énergie dans la construction des bâtiments publics, la réhabilitation du parc de logements et les transports.
- Remplacement progressif du chauffage électrique dans les logements.

- Un plan européen et français pour le transport des marchandises par rail, en particulier pour le franchissement des massifs montagneux.
- > **La réduction du trafic intérieur aérien, de voyageurs, et le report sur les TGV, l'interdiction des mouvements de nuit sur les aéroports.**
- La priorité absolue, pour les crédits, aux transports en commun (bus en site propre, tramway, réseaux express régionaux).
- Transférer les investissements publics des autoroutes et des aéroports vers le transport ferroviaire ou fluvial.

Les mêmes modèles qui dégradent l'environnement, détruisent ou fragilisent l'économie et l'emploi. Délocalisations, fermetures brutales d'entreprises, fautes de gestion. Les salariés comptent moins que les actionnaires. On est bien loin du plein emploi. La pauvreté s'est enkystée au cœur même de nos sociétés. Les écarts de revenus se sont amplifiés. L'emploi précaire progresse, surtout chez les jeunes et les femmes, tout comme le stress au travail.

La tranquillité de tous est un droit. **De haut en bas de l'échelle sociale, nul ne doit être au-dessus des lois.** Notre société, violente, reproduit sans cesse de la violence. Si l'État doit assumer ses responsabilités, la sécurité de tous sera aussi le résultat du mieux vivre ensemble, du dialogue entre les gens, de la résorption des inégalités. La démagogie anti-jeunes et la surenchère répressive sont inefficaces.

Les façons de vivre, travailler, consommer, utiliser son temps, se déplacer, ont profondément évolué. Face aux nouvelles opportunités comme aux nouveaux risques de la vie, nous aspirons légitimement à l'autonomie et à la responsabilité. **Nouvelles sécurités et nouvelles solidarités peuvent progresser ensemble.** Nos services publics, en Europe, doivent être confortés et adaptés.

L'engagement politique semble déconsidéré. L'abstention progresse. **Nos institutions sont archaïques, trop centralisées et de moins en moins démocratiques :** trop de décisions se prennent sans les personnes concernées.

Des conflits, pour certains très anciens, déchirent des continents entiers. Les inégalités mondiales s'accroissent, la pauvreté et la malnutrition progressent. Le chiffre d'affaires des multinationales dépasse de loin le PIB des pays pauvres. Les trafics d'argent sale et les paradis fiscaux prospèrent. Le terrorisme pousse sur ce terrain. Les USA veulent décider de tout, sans les autres. Seule **la construction d'une Europe politique et solidaire** peut nous porter à la hauteur de ces défis.

...pour choisir sa vie



Daniel Cohn-Bendit, Noël Mamère, Dominique Voynet

- Une initiative européenne de croissance durable, relayée dans chaque région : priorité aux axes de fret ferroviaire, aux industries propres, aux économies d'énergie.
- > **La poursuite de la réduction du temps de travail : 35 h dans les PME et la fonction publique avec création d'emplois, semaine de 4 jours ou année sabbatique tous les 7 ans.**
- De nouveaux droits pour les salariés dans les entreprises : représentation dans les organes de direction, négociation collective pour une hausse massive des qualifications.
- Le développement de l'artisanat et des initiatives associatives, coopératives et mutualistes, dans tous les secteurs à forte utilité sociale et environnementale.
- Le SMIC à 1000 € (net) et le relèvement des minima sociaux à 80 % du SMIC.
- Un malus pour le recours aux emplois précaires.
- Une réforme fiscale : remplacement de la taxe d'habitation et renforcement de la progressivité de l'impôt.

- Modifier le statut pénal du président de la République.
- Réformer la justice : doubler son budget, achever la réforme sur l'indépendance des magistrats, développer le principe de réparation pour les victimes et les peines de substitution, quadrupler les postes d'éducateurs, humaniser les conditions de détention.
- Réorganiser la police : accentuer la lutte contre les grands trafics, fusionner la police et la gendarmerie, les redéployer entre les départements, réorganiser le commandement, mieux former les effectifs.
- > **Soutenir les initiatives des citoyens : associations et commerces de quartiers, activités communes entre les générations, médiations, amélioration de l'habitat.**
- Légaliser et contrôler la distribution et l'usage du cannabis. Développer une politique de prévention et de lutte contre toutes les toxicomanies. Lutter contre les grands trafics.
- Développement des politiques de prévention des risques.

- Défendre notre système de retraite par répartition, maintenir la durée de cotisation et le taux de remplacement. Rendre possible la retraite progressive.
- Revaloriser les professions de santé. Moraliser les politiques du médicament, décentraliser le système de soins et des hôpitaux, relancer les programmes de prévention notamment contre le SIDA.
- Soutenir les enseignants. Plus d'autonomie et de possibilités d'innovation pour les équipes pédagogiques, ouverture à de nouveaux enseignements, réorganisation des temps scolaires.
- > **Allocation pour les 18/25 ans et création d'une branche « jeunes » de la Sécu ouvrant de nouveaux droits au logement, à la santé, à la formation.**
- Lutter contre toutes les discriminations raciales, sexistes, homophobes.
- Adopter une loi pour le droit de mourir dans la dignité.
- Garantir pour chaque enfant un mode de garde de qualité.
- Mettre en œuvre un plan d'accès aux lieux publics pour tous les handicapés.

- Passer à la 6^e République, étendre le pouvoir du Parlement, remplacer le Sénat par une Chambre des régions.
- Étendre le droit au référendum (notamment d'initiative locale).
- > **Instaurer le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales et européennes pour les étrangers non communautaires résidant en France depuis plus de 5 ans.**
- Décentraliser les décisions et les compétences vers les régions, supprimer les départements et renforcer les coopérations entre les communes.
- Remplacer l'ENA par une école de formation de fonctionnaires ayant plus de 5 ans d'expérience professionnelle.
- Assurer la parité entre hommes et femmes dans les nominations de haut fonctionnaires.
- Elargir la saisine du Conseil constitutionnel à l'ensemble des citoyens.
- Renforcer le droit d'asile, régulariser les sans-papiers et abolir la double peine.
- Ratifier la Charte des langues régionales.

- Réduire les pouvoirs de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
- Installer une Cour de justice internationale permanente.
- > **Taxer les flux de capitaux (taxe Tobin).**
- Adopter une constitution européenne fédérale et de nouvelles politiques économique, sociale, fiscale, environnementale communes.
- Contrôler et réduire le commerce mondial des armements.
- Mettre en place une force civile internationale de prévention des conflits.